Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Relations internationales (UE) > Relations Europe-Amérique du Nord (UE) > Manifestations : TAFTA, nucléaire... Ce 11 octobre, trois bonnes raisons (...)

Manifestations : TAFTA, nucléaire... Ce 11 octobre, trois bonnes raisons d'occuper la rue

vendredi 10 octobre 2014, par NPA (commission écologie) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2014).

Des manifestations auront lieu partout en Europe pour s'opposer aux traités commerciaux négociés entre une cinquantaine d'États et à l'exploitation des gaz de schistes. En France s'y ajoutera une manifestation contre le nucléaire. À Paris, les manifestations convergeront : un premier pas vers des luttes d'ensemble plus larges.

Tafta, Ceta, Tisa, armes de destruction massive

Connu aussi sous le terme de « grand marché transatlantique », ces sigles désignent des accords de libre-échange et d'investissement négociés dans le plus grand secret entre une cinquantaine de pays (États-Unis, Europe, Canada...). Ces traités concernent les normes juridiques, culturelles, financières, environnementales, sanitaires... Avec ces traités, les multinationales pourront poursuivre les États devant des tribunaux privés d'arbitrage, hors de tout contrôle démocratique, si elles s'estiment lésées par les législations nationales.

Ainsi, ce sera l'arrivée dans nos assiettes de la viande aux hormones, des poulets chlorés, du bétail cloné et des OGM, autorisés aux États-Unis mais interdits en Europe. Un manque à gagner insupportable pour les lobbys industriels...

Les services publics sont aussi visés : « l'accord concernera les monopoles publics, les entreprises publiques et les entreprises à droits spécifiques ou exclusifs ». Par exemple, il sera impossible de promouvoir les circuits courts dans la fourniture des collectivités locales. L'enseignement et la santé seront de grands marchés à étendre au privé comme les assurances et les mutuelles.

Et que deviendront les réglementations plus ou moins restrictives selon les pays européens sur l'extraction de gaz de schiste, autorisée aux États-Unis ? Sans compter que la mise en place de réglementations européennes spécifiques pour encadrer la finance sera encore plus difficile, alors que, jour après jour, des scandales illustrent les turpitudes des banques. Enfin, en matière culturelle, que restera t-il de la fameuse « exception culturelle », vantée par le gouvernement français et qui permet de subventionner en partie la création artistique ?

Ni ici ni ailleurs : non aux gaz de schiste !

Depuis l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste en juillet 2011, les lobbyistes n'ont de cesse de convaincre les politiques de faire marche arrière. 27 % du territoire français est toujours concerné par plus de 120 permis, demandés ou accordés, de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures, dont les gaz et pétroles de schiste.

Les conséquences environnementales et sanitaires désastreuses de la fracturation hydraulique,

seule technique d'exploitation, sont aujourd'hui bien connues. Le Tafta porte en lui cette menace.

Refuser le nucléaire!

En plein débat de la loi sur la transition énergétique, la France organise, au Bourget, le 1^{er} salon international de la filière nucléaire. La proximité des deux événements devrait ouvrir les yeux de ceux qui attendent encore, de bonne foi ou pas, de ce gouvernement à la botte des grands groupes, des avancées en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Le lobby nucléaire a obtenu le prolongement des réacteurs et la poursuite de l'EPR. Même avec la fermeture de Fessenheim, le gouvernement ne pourra pas tenir le faible engagement de réduire la part de l'énergie nucléaire. L'indispensable transition énergétique ne peut être laissée aux mains des capitalistes qui n'ont que de fausses solutions à proposer, comme le nucléaire et la voiture électrique! Outre les dangers (Tchernobyl, Fukushima), le nucléaire n'est pas sans CO_2 : extraction et transport des matières premières, construction de la centrale, gestion des déchets produits et démantèlement en fin de vie. Cela sans oublier leur « protection » policière et militaire (comme au Mali).

Ce samedi 11 octobre, le NPA sera donc dans la rue pour porter des propositions écosocialistes, seules alternatives écologiques et sociales réalistes pour faire face au réchauffement climatique.

Commission nationale écologie du NPA

Samedi 11 octobre, journée européenne d'action contre le Tafta

Des actions partout en France et à travers l'Europe.

À Paris :

- A 14 h 30 place Stalingrad: « Non au Tafta! Gaz de schiste, ni ici ni ailleurs! ».
- À 14 h place de la République, « Non au salon pro-nucléaire! ».
- Convergence des deux manifestations à 16 h place de la République.

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 259 (09/10/2014). http://www.npa2009.org/